

Le risque de s'enfoncer dans la morosité n'est pas loin. Les indicateurs du 4^e trimestre et les renseignements issus de l'enquête de conjoncture du mois de mars montrent que la situation n'est guère enthousiasmante. L'environnement économique général, qui semblait pouvoir s'éclaircir, notamment sous l'effet du desserrement des taux d'intérêt, pâtit d'un contexte géopolitique particulier. Les soubresauts intempêtes des marchés financiers ajoutent de surcroît leur dose d'imprévisibilité à un avenir où le flou le dispute à l'opacité.

Les responsables interrogés font état d'un niveau d'activité assez largement inférieur à ce qu'il était il y a un an. Si de timides améliorations sont perceptibles dans l'industrie et la construction par rapport au mois de janvier, les services plongent au contraire dans le marasme. La proportion de carnets de commandes insuffisants reste importante et aucune évolution ne se dessine en la matière. Les chefs d'entreprise ne sont évidemment pas incités à investir, bien que l'on note un redressement dans la construction de locaux d'activité, et le nombre des pessimistes augmente. La prudence semble également gagner les ménages si l'on en juge par un volume de mises en chantier de logements individuels moins étoffé que prévu. Le marché de l'immobilier demeure toutefois globalement porteur.

Comme prévu, les exportations du département sont lourdement pénalisées par la cessation progressive d'activité de Matra Automobile. Les deux autres secteurs industriels les plus tournés vers les marchés étrangers (pharmacie et cosmétiques, fabrication de machines et

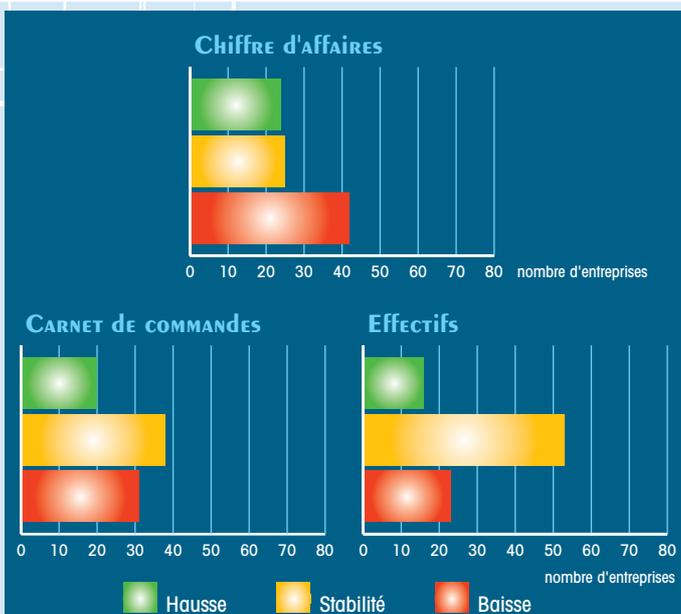
équipement) demeurent néanmoins très dynamiques. Autre point positif, les importations de marchandises liées à l'activité des entreprises continuent de croître.

Le marché de l'emploi enregistre une légère détente après la très forte poussée du 3^e trimestre. En données corrigées des variations saisonnières, il est resté quasiment stable. Sur l'ensemble de l'année 2002, la hausse est de 11,4 %. Le bassin de Romorantin demeure de très loin le plus atteint (+ 27 %), alors que celui de Blois a connu une aggravation modérée. Les traits marquants de l'exercice 2002 resteront l'écart d'évolution entre les sexes et entre les tranches d'âge (+ 30 % pour les hommes de moins de 25 ans), ainsi que l'envolée spectaculaire du chômage des catégories professionnelles les plus qualifiées. L'offre d'emploi continue simultanément à diminuer, sur un rythme de plus en plus accéléré ; 23 % en moins sur le trimestre. Dans ce contexte, on peut souligner que les indicateurs de précarité (nombre de bénéficiaires du RMI et de dossiers de surendettement) enregistrent pour l'instant une très faible détérioration.

Au-delà de la situation spécifique du Loir-et-Cher, force est de constater que les prévisionnistes sont en panne d'inspiration. En quelques jours, les espoirs d'un retour rapide à une croissance plus soutenue se sont évanouis. Notre premier partenaire économique, l'Allemagne, qui paraissait sortir de l'apathie dans laquelle elle était plongée depuis plusieurs mois, voit son élan brusquement stoppé par le conflit en Irak, ce qui ne sera pas sans conséquences sur l'activité dans notre pays.

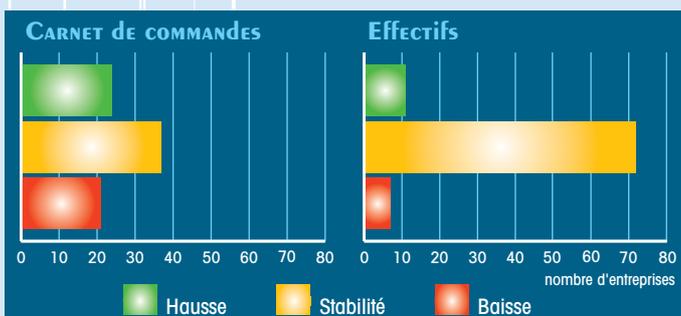
Trop d'INCERTITUDES

ÉVOLUTION AU COURS DES 3 DERNIERS MOIS

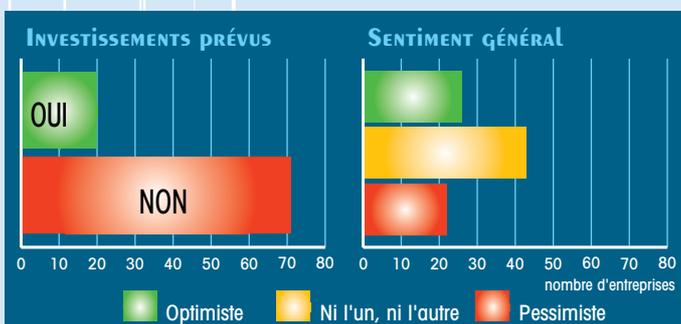


source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher

PRÉVISIONS À COURT TERME



source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher



source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher

Cette enquête a été réalisée par l'Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher du 17 au 21 mars 2003. Elle couvre 93 entreprises de plus de 20 salariés appartenant aux secteurs de l'industrie, de la construction et des services aux entreprises (y compris les transports).

LE PESSIMISME GAGNE DU TERRAIN

Le niveau d'activité est sensiblement inférieur à celui observé au début du printemps 2002, mais quelques signes tendent à indiquer que la situation a cessé de se dégrader. Il faut néanmoins compter avec le conflit en Irak qui obscurcit encore la visibilité des chefs d'entreprise.

Par rapport à mars 2002, **les chiffres d'affaires sont inférieurs dans près de la moitié des établissements (46 %)**; ce résultat est le plus négatif depuis la mise en place de cette enquête début 1997. On compte parallèlement **un quart d'établissements dans lequel il est en hausse** et autant où il est stable. L'industrie se distingue par les situations les plus tranchées: baisse dans la moitié des entreprises, hausse dans un quart. La stabilité l'emporte dans la construction.

Les carnets de commande sont jugés insuffisants dans plus d'une entreprise sur trois, ce qui constitue cependant une **légère amélioration** par rapport à l'enquête précédente, perceptible essentiellement **dans l'industrie et la construction**. En revanche, les **services subissent une nouvelle dégradation** avec une charge de travail insuffisante dans la moitié des cas. Dans ce secteur, les commandes se sont d'ailleurs repliées au cours du trimestre dans deux établissements sur trois, en complète contradiction avec les prévisions de janvier, alors que la stabilité a prévalu pour les autres, en particulier la construction. Dans l'industrie, la demande a encore faibli dans un tiers des entreprises, mais l'on enregistre une reprise dans un quart d'entre elles. L'amélioration reste timide donc, puisque les anticipations étaient plus favorables. **Pour les trois prochains mois, les responsables demeurent prudents**. Un certain nombre ne se prononce pas. **Une amélioration est espérée dans le bâtiment**, mais l'on table plutôt sur une stabilisation de l'activité à son niveau actuel dans les autres secteurs. **Près d'un quart des chefs d'entreprise redoute une contraction supplémentaire**.

Concernant les **effectifs**, la tendance observée en janvier s'est poursuivie et même amplifiée: **ils ont diminué dans un quart des établissements** (un tiers pour l'industrie) et ne sont en **hausse que dans moins de 2 sur 10**. Ces résultats apparaissent moins bons que les prévisions recueillies précédemment. **Le bâtiment demeure le plus dynamique** avec des créations de postes dans 3 entreprises sur 10; cette proportion pourrait être plus importante si certains responsables ne se heurtaient pas à la pénurie persistante de personnel qualifié. Dans les services, les effectifs sont globalement stables (9 sur 10). **Au cours des trois prochains mois, peu de mouvements sont attendus**, 8 responsables sur 10 anticipant une stabilisation au niveau actuel. Cette proportion est la plus élevée enregistrée depuis la création de l'enquête de conjoncture.

Le **pessimisme a cette fois-ci gagné du terrain** parmi les chefs d'entreprise interrogés. Même s'ils demeurent minoritaires, ils sont **près d'un sur 4**, égalant le triste record du 3^e trimestre 2001. Simultanément, **le nombre des optimistes décroche sérieusement** (moins de 3 sur 10), tandis que la proportion de ceux qui ne se prononcent pas est stable. Au-delà de la conjoncture économique difficile, les perspectives d'un conflit plus long et plus dur que prévu en Irak pèsent très lourdement sur les possibilités d'un retour rapide de la croissance. Néanmoins, **les intentions d'investissement se redressent légèrement, mais restent à un niveau très faible**.

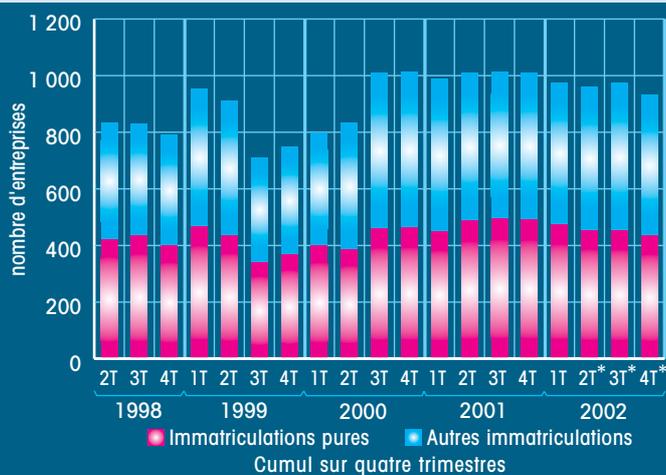
CRÉATION NETTE D'ENTREPRISES EN 2002

Dans un contexte très maussade, les mouvements d'entreprises enregistrés au Registre du Commerce et des Sociétés seraient moins nombreux qu'au trimestre précédent et qu'à l'automne 2001, selon les données provisoires communiquées par la CCI. En **cumul annuel**, les **immatriculations** apparaîtraient **toujours plus étoffées** qu'au cours de l'année précédente, tandis que **les disparitions** seraient en **baisse**. Il en résulterait un **solde légèrement positif** (+ 12 unités).

Les **créations pures** ①, sur l'ensemble de l'année, présentent un poids dans le total des immatriculations inférieur à ce qu'il était auparavant (46 %). Sur longue période, la tendance demeure néanmoins positive. À l'inverse, les **radiations pures** ② se placeraient en retrait, laissant un solde largement positif (+ 21 unités). Deux secteurs apparaissent nettement plus dynamiques que les autres : la construction et les services aux entreprises.

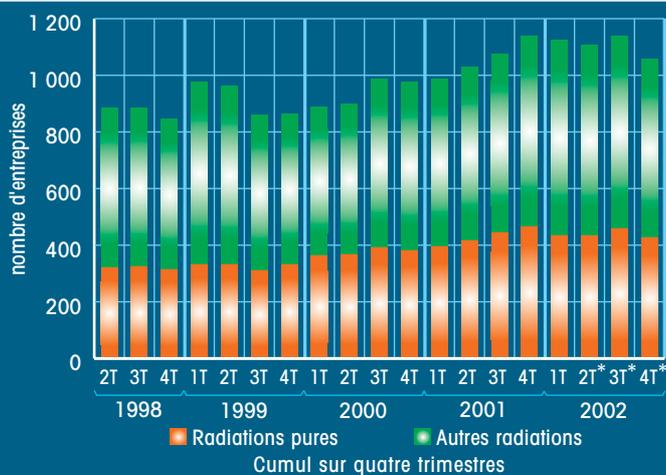
La **tendance à l'amélioration de la situation dans l'artisanat demeure**, bien que moins évidente qu'au 3^e trimestre. Entre octobre et décembre, le nombre des immatriculations ③ est en effet inférieur de 10 unités, mais il est du même niveau qu'au dernier trimestre 2001. Simultanément, les radiations sont stables. **Le solde est négatif pour ce trimestre**, en raison essentiellement d'une dégradation dans le bâtiment, très dynamique jusqu'alors. **Sur l'ensemble de l'année, le résultat apparaît excellent : solde positif de 31 unités**, provenant à la fois d'une **augmentation des immatriculations** (384, + 7,9 %) et d'une **diminution des radiations** (353, - 5,9 %). Il faut remonter loin en arrière pour trouver une telle situation. Le bâtiment (+ 19) et les services (+ 12) tirent l'ensemble, mais la contribution des "autres fabrications" et du travail des métaux n'est pas négligeable. Dans l'alimentation, l'effritement persiste malgré des disparitions moins fournies que précédemment.

1 CRÉATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

2 RADIATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



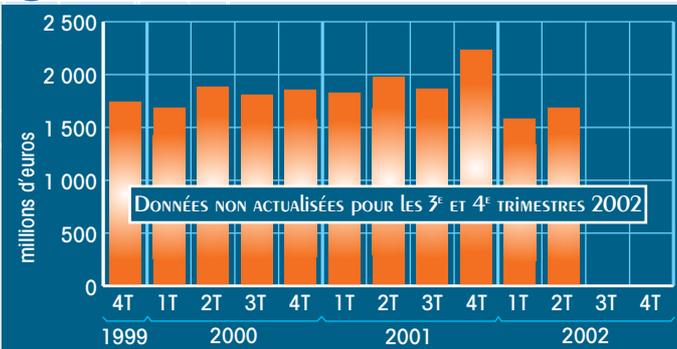
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

3 MOUVEMENTS DES ENTREPRISES ARTISANALES



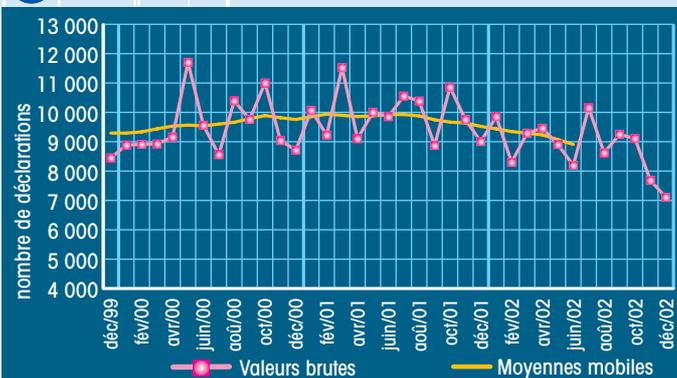
source Chambre de Métiers de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers

1 Chiffres d'affaires des entreprises



source Direction des services fiscaux : Chiffres d'affaires des entreprises déclarés pour l'assujettissement à la T.V.A. (chiffres d'affaires supérieurs à 5 M.F. - 762245 € pour les entreprises réalisant des achats/ventes et supérieurs à 1,5 M.F. - 228674 € pour les prestataires de service) déposant leurs déclarations dans le département.

2 RECOURS AU TRAVAIL TEMPORAIRE



source : URSSAF (Services statistiques régionaux) - Déclarations préalables à l'embauche. Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

3 CHÔMAGE PARTIEL (NOMBRE D'HEURES INDEMNISÉES)



source DDTEFP

4 TAUX DE RESTE À RECOURIR DES COTISATIONS URSSAF



source URSSAF - Services statistiques régionaux

LE RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITÉ S'ACCENTUE

Les données relatives aux chiffres d'affaires des entreprises ① ne sont toujours pas disponibles.

Le recours au travail temporaire constitue un excellent baromètre du niveau d'activité des entreprises. Ainsi, au 4^e trimestre, l'URSSAF a enregistré **23 907 demandes préalables** à l'embauche ② émanant de ce secteur, soit près de **20 % de moins qu'à l'automne 2001** (la comparaison avec les mois d'été n'est pas significative). Le ralentissement de l'activité apparaît de plus en plus prononcé : sur l'ensemble de l'année 2002, le nombre des demandes (114 303) accuse un repli de **10,7 %** par rapport à 2001.

Après un trimestre estival où le chômage partiel ③ est habituellement moins utilisé, celui-ci est revenu quasiment au niveau atteint au printemps dernier. Avec un total de **45 974 heures** indemnisées¹, il se situe néanmoins largement en dessous de celui de l'automne 2001 (- 38 %) au cours duquel le mois de décembre avait été marqué par un pic de grande ampleur. Cette mesure a concerné 499 salariés, effectif un peu supérieur à celui des deux périodes de référence mentionnées ci-dessus. Au total, **130 127 journées ont été indemnisées en 2002**, soit une baisse de **10,2 %** par rapport à 2001. Il est probable que la mise en place de l'ARTT a permis à un certain nombre d'entreprises de passer un cap difficile sans recourir à cette mesure.

Les contractions de personnel intervenues en fin d'année, liées en particulier au problème Matra (y compris les sous-traitants), influe sur le montant des cotisations salariales appelées par l'URSSAF². Celui-ci (213 millions d'euros) apparaît inférieur de **4,2 % à celui du 3^e trimestre**. Il reste néanmoins supérieur de 3,5 % au niveau atteint à l'automne 2001. La part des cotisations restant impayées ④ est stable à 1,07 % ; ce résultat est un peu plus élevé que douze mois auparavant, mais il ne traduit pas pour l'instant une dégradation significative de la situation financière des entreprises.

(1) Tous les établissements n'étant pas à 35 heures, les journées de travail n'ont pas la même longueur. Il est donc préférable de raisonner en terme d'heures indemnisées.

(2) L'analyse de cet indicateur ne reflète pas la situation de l'ensemble des entreprises du Loir-et-Cher, car celles qui possèdent plusieurs établissements ont la possibilité de déclarer et de payer leurs cotisations à une seule URSSAF : c'est le système dit du "Versement Lieu Unique".

FORTE CONTRACTION DU SOLDE DES ÉCHANGES COMMERCIAUX

L'arrêt de Matra Automobile va entraîner pour les exportations **5** affectées au département un manque à gagner très important. Les effets s'en font déjà durement ressentir en ce dernier trimestre 2002 puisque les entreprises du Loir-et-Cher ont expédié vers l'étranger pour **354,5 millions d'euros de marchandises**, soit une **baisse de 5 % par rapport à l'été et de 7 % sur le 4^e trimestre 2001**. Pour l'industrie automobile, le repli est respectivement de 26 % et 42 %. Il convient néanmoins de souligner l'excellente tenue de l'industrie chimique et pharmaceutique (+ 19 % ; + 70 %) et de la fabrication de machines et équipement. Sur l'ensemble de l'année, le résultat demeure néanmoins supérieur de 6,8 % à celui de 2001 grâce à un très bon premier semestre.

De leur côté, les importations continuent de croître **régulièrement** : + 3,6 % sur le trimestre (304,9 millions d'euros), + 2,9 % sur la même période de l'an dernier, + 4,7 % en cumul annuel. À côté de l'industrie chimique, là encore en pointe, nos achats de machines et appareils électriques, et d'instruments de précision sont en fort développement.

Le **solde des échanges s'établit logiquement en très net recul** (- 37 % sur le trimestre) à 49,6 millions d'euros, et le **taux de couverture³ à 116 %**, l'un de ses plus faibles niveaux depuis cinq ans.

AMÉLIORATION DANS LA CONSTRUCTION DE BÂTIMENTS D'ACTIVITÉS

Les données relatives aux investissements des entreprises **6** sont toujours indisponibles.

La **construction de locaux d'activité 7** apporte une **touche un peu plus optimiste**. Le 4^e trimestre se révèle le meilleur de l'année avec **59 600 m²** de surfaces mises en chantier ; il s'agit même du total le plus élevé depuis le 1^{er} trimestre 2001. Ce regain est dû principalement à l'industrie (21 200 m²) et au commerce. Sur l'ensemble de l'année 2002, le recul est en conséquence **très limité** (- 1,4 %), alors qu'il est assez prononcé au niveau régional (- 6,7 %). Il faut néanmoins constater que **l'agriculture a concentré le tiers des nouvelles surfaces** (+ 31 % par rapport à 2001), tandis que l'industrie en représente 28 % (baisse de 24 %). Le marché des bureaux a été beaucoup plus soutenu que l'an passé. Pour les mois à venir, **les nouvelles autorisations laissent prévoir une tendance relativement favorable**. Les perspectives apparaissent notamment en hausse dans l'industrie et le stockage agricole.

(3) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

5 COMMERCE EXTÉRIEUR DE PRODUITS INDUSTRIELS



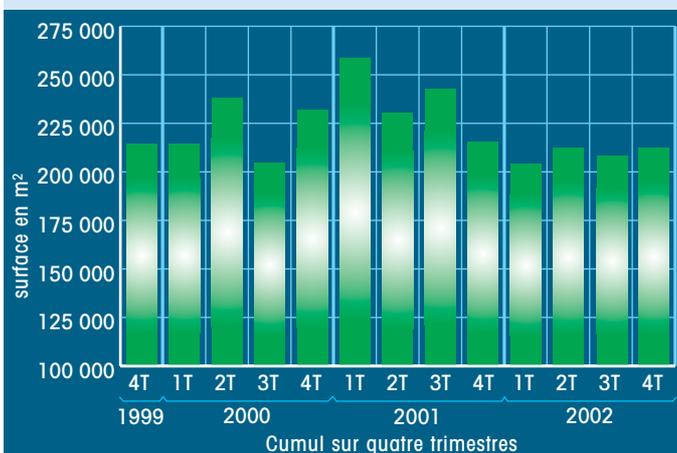
source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

6 INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES



source Direction des services fiscaux : le montant des investissements est reconstitué à partir de la TVA déductible sur les immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

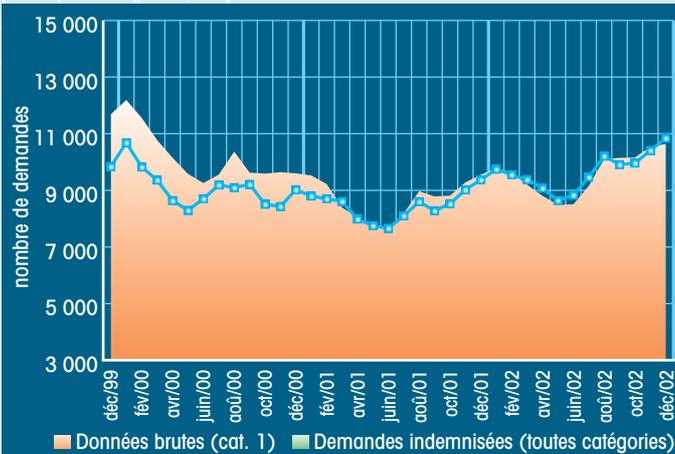
7 LOCAUX D'ACTIVITÉS (CONSTRUCTIONS COMMENCÉES*)



source DRE - fichier Sitadel

* Cumul glissant sur quatre trimestres.

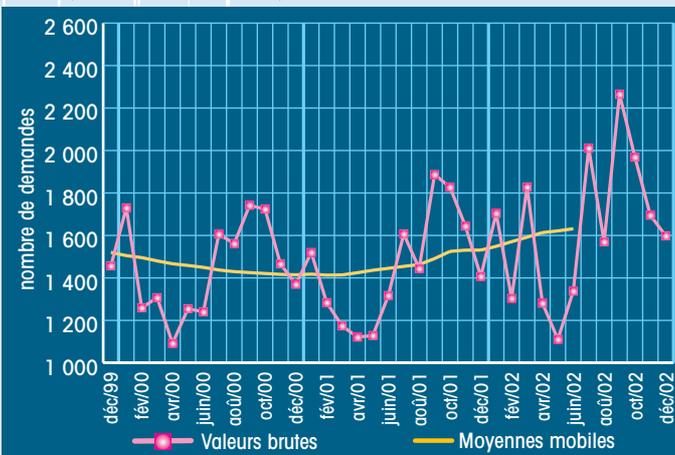
1 DEMANDES d'Emploi EN FIN de Mois (DEFM)



sources DDTEFP - ASSEDEC

Demandes d'Emploi en Fin de Mois de catégorie 1 (demandeurs à la recherche d'un emploi à plein temps et immédiatement disponibles).

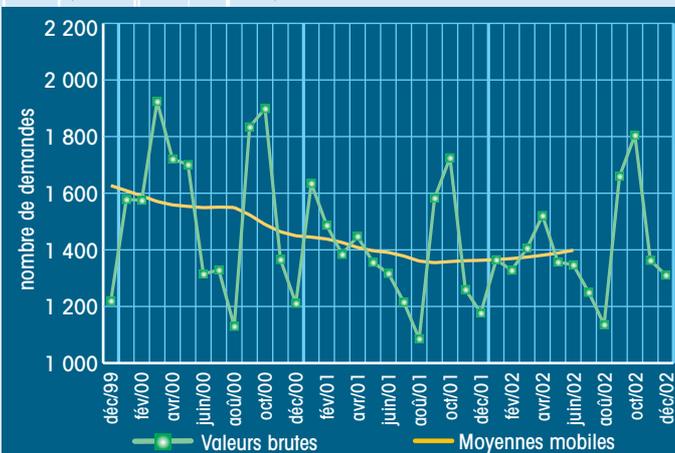
2 DEMANDES d'Emploi ENREGISTRÉES (TOUTES CATÉGORIES)



source DDTEFP

Demandes d'emploi enregistrées: représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'ANPE chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.). Cette statistique mesure également un flux.

3 DEMANDES d'Emploi SORTIES (TOUTES CATÉGORIES)



source DDTEFP

Demandes d'emploi sorties: représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.). Il s'agit d'une statistique de flux.

Accalmie provisoire dans la poussée du chômage

En ce dernier trimestre de l'année 2002, la montée du chômage, particulièrement intense au cours de l'été, semble marquer un léger répit, relatif et sans doute provisoire. En effet, le nombre des demandeurs **1** n'a progressé en données corrigées des variations saisonnières que de **0,3 %** entre octobre et décembre (+ 8,4 % au 3^e trimestre). Dans le même temps, la région Centre et la France ont conservé un rythme très proche du précédent, respectivement + 2 % et + 0,8 %. **Au 31 décembre, le Loir-et-Cher compte 10 638 demandeurs d'emploi de catégorie 1** en données brutes. **Sur l'ensemble de l'année, la hausse est de 11,4 %**, alors qu'elle atteignait 15,5 % en septembre. Les divergences d'évolution entre bassins d'emploi apparues au trimestre précédent ne sont évidemment pas gommées. Dans celui de **Romorantin** l'augmentation atteint **27 %**; par comparaison, celle enregistrée en **Vendômois** apparaîtrait presque tolérable, mais elle avoisine pourtant les **11 %**. Le bassin de **Blois** semble pour l'instant relativement épargné avec une hausse de **5,3 %** pour l'année. Au sein de la région, un constat similaire peut être dressé: deux départements sont encore plus affectés que le nôtre, le Loiret (+ 12,3 %) et l'Eure-et-Loir (+ 11,7 %), tandis que le Cher bénéficie d'une certaine stabilité et que le chômage recule dans l'Indre (- 3,9 %). La moyenne régionale pour 2002 s'établit à + 6,5 %, supérieure à celle de la France (+ 4,8 %).

Cette poussée du chômage est due essentiellement à la suppression de postes, ce qui se traduit par une forte augmentation du nombre des **demandeurs bénéficiant d'une indemnisation** (toutes catégories confondues). Celui-ci s'est encore accru de 9,4 % au dernier trimestre, après + 12 % au 3^e. Sur l'année, la croissance est de 15,7 % avec 10 843 bénéficiaires au 31 décembre.

Le fossé entre les sexes continue à se creuser. Entre octobre et décembre, les **demandes masculines augmentent encore de 11 %**, alors que les **féminines enregistrent un repli**. Sur toute l'année, ces dernières croissent de 2,5 % seulement, contre + **21,2 % pour les hommes**. Ceux-ci sont désormais majoritaires (51,8 %). Dans la répartition par âge, un certain resserrement s'est opéré au 4^e trimestre; le rythme d'évolution du chômage des **moins de 25 ans** est revenu à + **17,5 %** (mais il est toujours de **30 % pour les hommes**), tandis que celui des 25/49 ans atteint 10,5 %. Les évolutions apparaissent également un peu moins dispersées pour les catégories socio-professionnelles. On retiendra que **2002** aura vu une **poussée spectaculaire du chômage des cadres, des techniciens et des ouvriers qualifiés**. Le blocage du marché de l'emploi se traduit mécaniquement par une progression de l'ancienneté des demandes. De surcroît, **le chômage long est reparti à la hausse**. Seuls les demandeurs inscrits depuis 3 ans et plus demeurent moins nombreux qu'en décembre 2001 (- 10,4 %). Traditionnellement, le 4^e trimestre est marqué par un nombre plus réduit de **nouvelles inscriptions 2** à l'ANPE. C'est encore le cas en 2002 avec **5 262 inscriptions, soit 10 % de moins**.

qu'au cours de l'été. Ce total est néanmoins supérieur de 7,9 % à celui du dernier trimestre 2001. En cumul annuel, l'augmentation est de 13,3 %, contre + 3 % seulement en région Centre et + 6,4 % pour la France. Les tendances mises en évidence au 3^e trimestre sont maintenues: **très forte poussée sur 12 mois des licenciements autres qu'économiques (+ 27 %) et des fins de mission d'intérim (+ 31 %)**, effondrement des premières entrées dans la vie active (- 28 %). Il convient néanmoins de signaler que le quart des inscriptions n'est pas explicité.

Face à cet afflux de demandes, l'évolution des **sorties du chômage** ③ témoigne d'une relance de la politique de l'emploi: les **entrées en stage sont deux fois plus nombreuses** qu'au dernier trimestre 2001 et en progression de 36 % sur l'ensemble de l'année. De même, les contrôles se font plus stricts: **doublement (en cumul annuel) des radiations administratives**. Inversement, les reprises d'emploi se raréfient (- 6,7 %). Au total, les demandes sorties de 2002 sont légèrement supérieures à celles de 2001 (+ 1 %), grâce en particulier au dernier trimestre où l'on en a enregistré **4479**. Ce résultat se situe entre la moyenne régionale (baisse de 0,8 %) et celle de la France (+ 4,7 %).

Le **taux de chômage** ④ du Loir-et-Cher est resté inchangé par rapport à septembre dernier: **7,7 %**. Il augmente très légèrement dans les bassins d'emploi de Blois (7,3 %) et de Romorantin-Lanthenay (8,8 %), mais diminue dans celui de Vendôme (7,7 %). Il prend également 0,1 point dans le Centre (7,6 %) et en France (9,1 %).

CONTRACTION ACCRUE DES BESOINS EN PERSONNEL

Les **offres d'emploi déposées à l'ANPE** ⑤ sont de nouveau en recul. On en compte **2342 entre octobre et décembre**, soit une **baisse de 23 %** par rapport au 3^e trimestre et de 9,5 % par rapport à l'automne 2001. Le repli est plus marqué encore pour l'ensemble de la région Centre, mais moins élevé pour la France. Les emplois durables (plus de 6 mois) demeurent les plus touchés, alors que les postes occasionnels (moins de 3 mois) sont plus nombreux qu'à la même époque de l'an dernier. Sur **l'ensemble de l'année**, 12946 offres ont été recensées, contre plus de 14000 en 2001 (- 7,8 %). La **baisse affecte essentiellement les emplois durables (- 17,5 %)**, sur un rythme trois fois supérieur à celui observé pour le Centre ou la France.

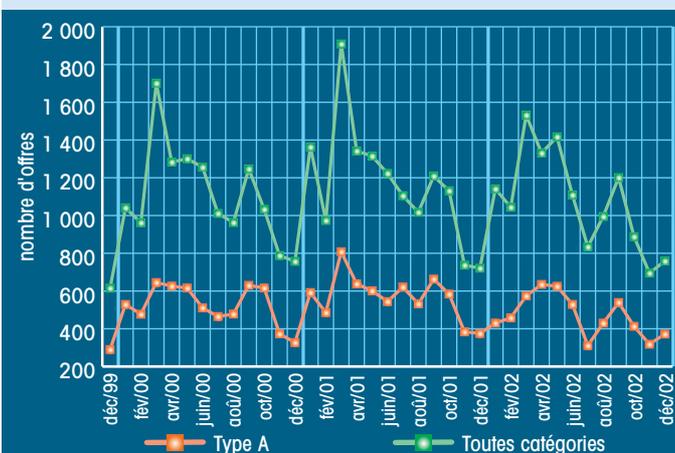
La contraction des besoins en main d'œuvre transparait également dans les **déclarations préalables à l'embauche** ⑥ (hors agriculture et travail temporaire). Leur nombre s'est nettement tassé ce trimestre avec **11 408 déclarations** adressées à l'URSSAF, soit **5,3 % de moins** qu'à l'automne 2001. Si le commerce de détail et les services à la population résistent toujours, il n'en va pas de même pour les autres secteurs, l'industrie battant un nouveau record (- 34 %). **En cumul annuel, le repli s'accroît en conséquence: - 3,7 %**. Hormis les deux activités déjà citées, la recherche de nouveaux salariés est en perte de vitesse; parfois sévère comme pour l'industrie (- 28 %), un peu moins marquée dans le BTP (- 8 %) et les services aux entreprises (- 5 %).

④ TAUX DE CHÔMAGE (NOUVELLE SÉRIE CORRIGÉE)



source DDTEFP

⑤ Offres d'emploi ENREGISTRÉES



source DDTEFP

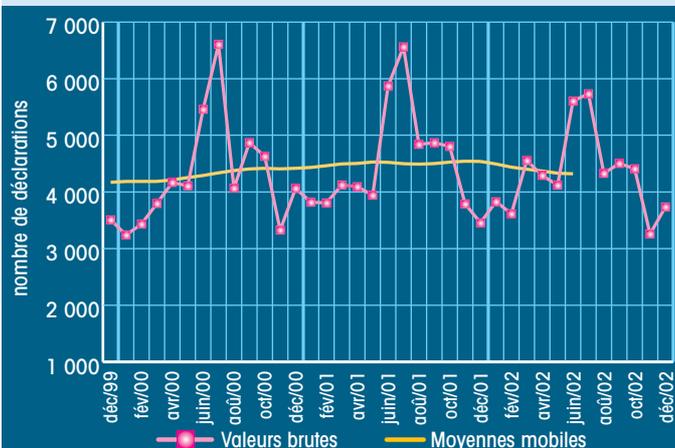
Définition des différentes catégories:

Type A - emplois durables (CDI, CDD de 13 mois et plus et CDD de 7 à 12 mois)

Type B - emplois temporaires (CDD de 1 à 6 mois, travail intérimaire de 1 mois et plus)

Type C - emplois occasionnels (CDD ou travail intérimaire de moins de 1 mois)

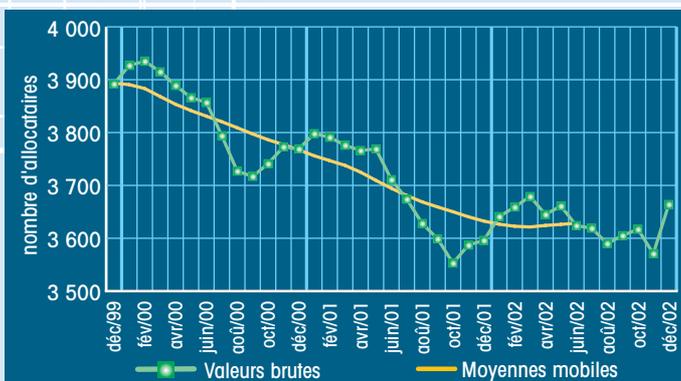
⑥ DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (HORS TRAVAIL TEMPORAIRE ET AGRICULTURE)



source URSSAF (Services statistiques régionaux)

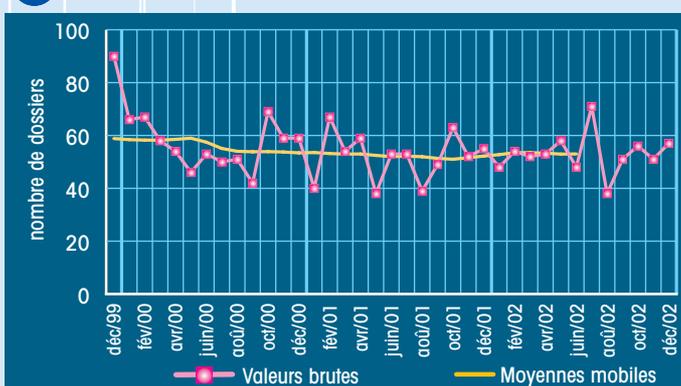
Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres: toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

1 REVENU MINIMUM D'INSERTION EN LOIR-ET-CHER



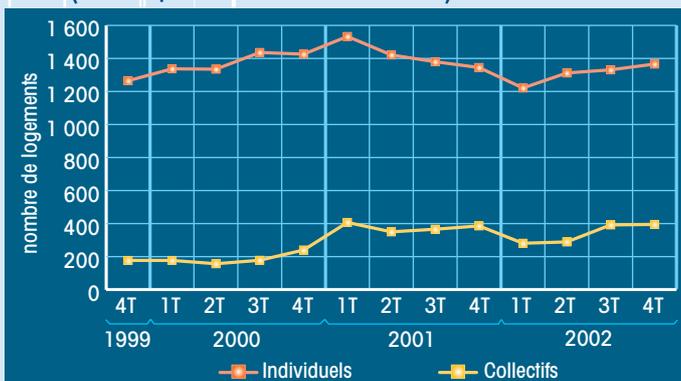
sources CAF et MSA

2 DOSSIERS DE SURENDETTEMENT DÉPOSÉS



source Banque de France

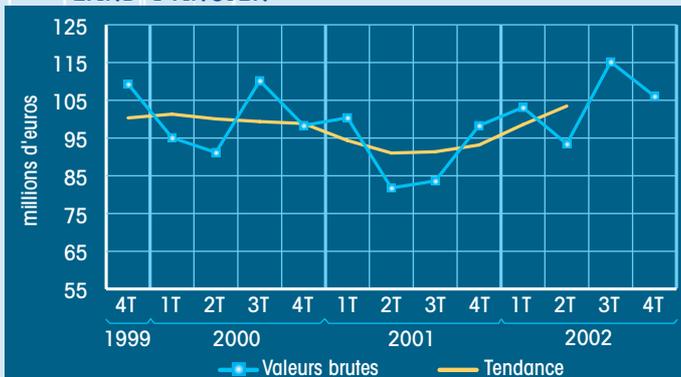
3 LOGEMENTS COMMENCÉS EN LOIR-ET-CHER (CUMUL GLISSANT SUR 4 TRIMESTRES*)



source DRE - Sitaldel

(*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné.

4 ÉVOLUTION DU MARCHÉ IMMOBILIER DANS L'ANCIEN



source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.

LÉGÈRE DÉGRADATION DES INDICATEURS DE PRÉCARITÉ

Comme le laissait présager la tendance perceptible en septembre, le nombre d'**allocataires du RMI** ① s'est accru au 4^e trimestre. Au 31 décembre le Loir-et-Cher en compte **3472**, en hausse de **1,9 %** sur les trois derniers mois. Cette progression n'est pas linéaire (recul en novembre), mais elle témoigne de la dégradation de la situation économique. Sur l'ensemble de l'année 2002, l'augmentation des effectifs s'établit à **2,4 %**.

Alors qu'aux plans régional et national le nombre de dossiers de **surendettement** ② déposés à la Banque de France connaît une forte progression entre octobre et décembre (respectivement + 13,5 % et + 10,2 %), se plaçant au plus haut niveau depuis deux ans, le Loir-et-Cher **n'enregistre qu'une augmentation de 2,5 %** sur cette même période.

Le volume demeure inférieur à celui relevé au cours du 4^e trimestre 2002 (164 dossiers contre 170). Néanmoins, il s'accroît faiblement mais régulièrement au cours de l'année pour atteindre un total de 637 dossiers, chiffre très en deçà des maxima relevés en 1999 et 2000 (718 et 674). Le département enregistre ainsi une **croissance modérée de 2,4 % pour 2002**, comparée aux évolutions plus marquées du territoire français (+ 4,9 %) ou de la région Centre (+ 11,3 %).

BONNE TENUE DU MARCHÉ IMMOBILIER

Les mises en chantier de **nouveaux logements** ③ ont été **encore nombreuses** au cours de ce trimestre (**450**), puisqu'il s'agit du meilleur total des 4 dernières années pour cette période. Elles sont **néanmoins un peu moins étoffées que ne le laissent prévoir les autorisations** délivrées au trimestre précédent, notamment pour les maisons individuelles. Ce décalage pourrait-il traduire une certaine prudence des candidats potentiels face à une conjoncture moins favorable ? Le programme de **construction collective** a quant à lui **tenu ses promesses** avec de nouveau plus de 100 logements commencés.

Sur l'ensemble de **l'année 2002**, **1761 logements** ont été mis en chantier en Loir-et-Cher, soit **1,7 % de plus** qu'en 2001. C'est le **deuxième meilleur résultat depuis 12 ans**, après celui de 1995. Au niveau régional, malgré une légère reprise au 4^e trimestre, l'année se solde par un recul de 3,3 %, confirmant ainsi la tendance à l'effritement amorcée l'an dernier. **Pour les prochains mois, les évolutions ne devraient pas être très sensibles** dans le département ; le volume des autorisations, quoique moins étoffé qu'aux 2^e et 3^e trimestres, demeure assez élevé.

Bien qu'en retrait par rapport au 3^e trimestre, les **transactions dans l'immobilier ancien** ④ sont restées à un niveau élevé, supérieur de 8 % à celui de l'automne 2001. **Pour l'ensemble de l'année 2002**, le total atteint 418 millions d'euros, en **progression de 14,8 %** sur l'année précédente. Il témoigne ainsi de la forte pression qui s'exerce dans le marché du logement.